

La part des pauvres

dans le partage des fruits

de la croissance

Mario La Fuente

*Consultant,
CEPALC
mlafuente@eclac.cl*

Pedro Sáinz

*Ex-directeur,
Division des statistiques
et des projections économiques,
CEPALC
psainz@eclac.cl*

L'influence de la croissance économique sur divers aspects de l'économie et de la société est un thème fréquemment abordé par les économistes. Aujourd'hui, plus que jamais, alors que de profondes transformations économiques et sociales sont en cours dans la majorité des pays de la région et que force est de constater l'existence de grandes inégalités en matière de distribution des revenus et l'état de pauvreté dans lequel se trouve un pourcentage considérable de la population, on est en droit de s'interroger sur la capacité de la croissance économique à affronter de tels problèmes. C'est ce à quoi s'emploie cet article, en resituant d'abord cette interrogation dans un contexte conceptuel et latino-américain, puis en l'examinant à la lumière d'abondantes données statistiques. En particulier, est soumise à l'analyse et confrontée à la réalité latino-américaine l'affirmation d'une étude récente selon laquelle «la croissance est bonne pour les pauvres».

I

Introduction

Le propos de cet article est de déterminer quelle évolution a subi le revenu des catégories les plus pauvres en Amérique latine au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle. Pour ce faire, deux approches sont possibles: l'une consiste à examiner dans quelle mesure les revenus des ménages les plus démunis dépassent les niveaux absolus que constituent les seuils de pauvreté et d'indigence; l'autre porte sur la part des ménages à faibles revenus dans le revenu total des

ménages. C'est la seconde approche qui est ici privilégiée, la première ayant été largement exposée dans plusieurs numéros de *Panorama Social de América Latina* publié par la CEPALC.

L'approche retenue ici a notamment été utilisée récemment par Dollar et Kraay (2000) pour l'étude d'un vaste ensemble de pays. Savoir si les conclusions de ce travail sont applicables à l'Amérique latine est ici le fil conducteur de cette analyse.

II

Croissance et pauvreté: brève réflexion conceptuelle

Une brève réflexion conceptuelle apparaît indispensable afin de situer le sujet dans le contexte le plus approprié.

L'étude économétrique sur laquelle se fonde le travail de Dollar et Kraay établit une corrélation entre croissance économique et part du revenu total perçu par les couches les plus pauvres, faisant ainsi de la croissance le facteur déterminant. De plus, ce rapprochement effectué sur une longue période (plus de vingt années) peut donner l'impression que l'effet examiné présente une certaine homogénéité dans le temps.

L'importance de la croissance économique a toujours été reconnue et soulignée par la CEPALC dans l'approche des problèmes sociaux. Ses travaux recourent ainsi au terme «insuffisance dynamique» (*insuficiencia dinámica*) pour décrire la difficulté ou l'impossibilité d'absorber la main-d'œuvre dans la production quand sont insuffisants les taux de croissance. Cependant, la CEPALC a toujours mis parallèlement en exergue certains aspects complémentaires et indispensables à l'analyse. C'est ainsi qu'est employé le terme «modes de développement» (*estilos de desarrollo*) pour exprimer les possibilités d'atteindre des taux de croissance similaires tout en mettant en œuvre des transformations productives suivant des modes différents. Parmi ceux-

ci, peut s'inscrire le projet de viser à une meilleure durabilité, à un plus grand dynamisme économique et, surtout, à des structures de consommation différenciées et à un meilleur partage social des fruits de la croissance économique.

Dans d'autres documents également, on insistait sur l'existence, dans le contexte d'une modalité de développement (*modalidad de desarrollo*) déterminée, de marges de liberté pour mettre en œuvre différents types de politique économique.¹ C'est là un autre exemple important de la possibilité, tout en ayant un même taux de croissance, de modifier la répartition du revenu en agissant sur l'ampleur et la destination des dépenses sociales.

Il convient de rappeler également que, dans les années 80 et 90, un puissant mouvement de réformes, visant à changer les modalités de développement en vigueur, a été lancé dans toute la région. Par conséquent, analyser les changements qui peuvent intervenir dans la diffusion de la croissance du fait de ces nouvelles modalités est un thème éminemment important, d'ailleurs traité abondamment dans plusieurs numéros de *Panorama Social de América Latina*. De telles

¹ Voir par exemple Calcagno et Sáinz (1992).

analyses impliquent d'examiner la relation existant entre croissance et revenu des pauvres, et ceci par périodes quand cela se révèle pertinent. Par ailleurs, l'ouvrage de Dollar et Kraay débute avec des citations de défenseurs et de détracteurs de la nouvelle modalité de développement en œuvre aujourd'hui dans la plupart des pays latino-américains. Ses détracteurs lui attribuent des effets préjudiciables sur les pauvres, et l'objectif central de l'ouvrage de Dollar et Kraay est précisément de démontrer qu'il n'en est pas ainsi. Pour ce faire, la variable fondamentale choisie est la part de la croissance du revenu que reçoivent les déciles pauvres.

Avant d'examiner les montants et proportions du revenu attribués aux déciles pauvres, il apparaît donc nécessaire de passer en revue les aspects liés aux marges de liberté par rapport à la croissance dans une modalité de développement donnée. Ainsi, par exemple, les ménages à faibles revenus peuvent faire face à une situation économique exceptionnellement critique par l'augmentation du nombre des membres du groupe familial ayant un emploi et par la production de revenus supplémentaires procurés par la prestation de services qu'ils n'assureraient dans des situations moins critiques. Dans le même temps, le gouvernement peut parvenir à changer la structure des dépenses publiques dans le sens d'une augmentation des dépenses sociales et de la concentration de leur affectation vers les secteurs les plus nécessaires. Il faut tenir compte du fait que, s'il est vrai qu'une partie de ces dépenses sont destinées à l'éducation et à la santé, avec des effets à moyen et long termes, une autre part, non négligeable, produit des effets plus immédiats. Il s'agit de celle consacrée à l'augmentation des pensions et retraites les plus faibles,

au relèvement du minimum vital et à l'accroissement du nombre de postes de fonctionnaires des niveaux les moins qualifiés, ainsi que de leurs traitements.

La transformation économique à l'œuvre peut aussi provoquer des changements dans les prix relatifs qui ont une incidence sur la pauvreté absolue. Ces changements sont indépendants des différents types de politique considérés acceptables dans le cadre de la modalité de développement. Ainsi les politiques en matière de taux de change ont-elles varié selon les pays et les périodes, touchant diversement l'évolution des prix relatifs et particulièrement ceux qui jouent un rôle primordial dans la consommation des catégories à faibles revenus (comme les denrées alimentaires). De plus, ils influent de manière inégale sur l'évolution productive des secteurs et, donc, sur le niveau et la structure de l'emploi et sur les salaires.

Aucun de ces facteurs n'évolue de façon linéaire avec le revenu. Cependant, dans une modalité de développement donnée, il est indéniable qu'une croissance économique plus dynamique a des effets positifs sur l'emploi, les revenus et les dépenses publiques.

L'examen de l'évolution de la croissance économique et de certains des facteurs mentionnés, au cours des années 90, révèle que, dans les différents pays, les rapports entre croissance économique et réduction de la pauvreté s'établissent différemment. Pour illustrer ces rapports, nous retenons les données de trois pays d'Amérique latine affichant des diminutions de plus de 10 pour cent du nombre des ménages en situation de pauvreté, le Brésil, le Chili et le Panama (tableau 1). Un premier fait à relever est que les rythmes de croissance

TABLEAU 1

Brésil, Chili et Panama : Indicateurs de croissance et de pauvreté, 1991-1997

	Brésil		Chili		Panama	
Réduction de la pauvreté totale	de 41,4 à 29,9 11 %		de 33,3 à 17,8 15 %		de 36,2 à 24,2 12 %	
Réduction de la pauvreté en milieu urbain	10 %		16 %		13 %	
Réduction de la pauvreté en milieu rural	19 %		11 %		10 %	
Croissance annuelle par habitant	90-99	0,95 %	90-98	5,36 %	91-99	2,40 %
Part des transferts dans le revenu des ménages pauvres en milieu urbain	1990	11,1 %	1990	12,4%	1991	12,7 %
	1996	15,1 %	1996	12,6%	1997	17,5 %
Part des transferts dans le revenu des ménages pauvres en milieu rural	1990	8,6 %	1990	12,8%	1991	19,7 %
	1996	24,8 %	1996	15,8%	1997	23,0 %
Densité d'emploi dans les ménages proches du seuil de pauvreté	1990	0,45	1990	0,31	1991	0,30
	1996	0,49	1996	0,34	1997	0,34

par habitant différent considérablement entre ces trois pays (de 1 à 5 pour cent). Certes, la diminution de la pauvreté a été plus marquée au Chili qu'au Brésil et au Panama, mais ces résultats sont loin d'être proportionnels aux taux de croissance respectifs. Par ailleurs, ces trois pays présentent également des politiques très différentes de transferts sociaux en direction des secteurs tant ruraux qu'urbains. Ces transferts ont augmenté de manière significative au Brésil, particulièrement en milieu rural, également au Panama tandis qu'ils restaient pratiquement stationnaires au Chili.

Un autre facteur présente une marge relativement importante d'autonomie par rapport au taux de croissance économique: il s'agit des changements démographiques et des migrations. Il est probable que parmi les pays présentant un même taux de croissance,

la situation géographique peut créer des phénomènes différents de migrations dont l'incidence sur les revenus diffère selon les catégories sociales. Dans la mesure où l'incidence de la pauvreté est différente en milieu rural et en milieu urbain, et si le milieu urbain possède une capacité d'absorption productive, les migrations tendent à réduire le coefficient national d'incidence de la pauvreté, à égalité de condition avec les coefficients urbain et rural. Il est également vrai que les situations extrêmes de récession ou de crises politiques peuvent engendrer des phénomènes de migrations internationales. Dans ce cas, la relation entre croissance et pauvreté acquiert des caractéristiques particulières qui s'accroissent, à moyen terme, au fur et à mesure que les émigrés commencent à effectuer des transferts d'argent (*remesas*) vers leur pays d'origine.

III

Croissance économique et revenu des pauvres en Amérique latine dans les décennies 1980 et 1990

Sur la pauvreté, comme on l'a signalé, influent des facteurs qui dépendent à divers degrés de la croissance économique et qui sont à l'origine de différences entre les effets d'un même taux de croissance économique sur la pauvreté. Nous savons également que l'effet de ces facteurs varie d'un pays à l'autre. Nous examinerons à présent les données empiriques disponibles en Amérique latine sur l'évolution de la croissance économique et celle du revenu des ménages pauvres et, plus particulièrement, la part du revenu total perçue par les ménages pauvres.

Dans cet article, ont été retenues les données portant sur les décennies 1980 et 1990 pour un groupe de 17 pays. Sachant que les pourcentages de pauvreté absolue, dans la majorité de ces pays, surtout les plus grands en termes économiques et démographiques, fluctuent entre 10 et 40 pour cent, et que les études sur la répartition du revenu prennent généralement en compte le revenu des 40 pour cent des plus pauvres de la population, il sera pris ici en considération la part du revenu total des ménages que perçoivent respectivement les 10, 20, 30 et 40 pour cent des ménages des plus bas revenus. Étant donné que, dans sa nature et son évolution, la pauvreté urbaine se démarque énormément

de la pauvreté rurale, nous en examinerons séparément ces données.

En Amérique latine, l'évolution économique dans les décennies 1980 et 1990 a affiché des résultats contrastés: récession dans les années 80 et, pour beaucoup de pays, relance et croissance dans la décennie suivante. Ces variations de revenu d'une décennie à l'autre se produisirent pour la majorité des pays dans des contextes macro-économiques, institutionnels et finalement structurels fort différents. D'où l'importance d'étudier séparément chacune de ces deux décennies. De plus, une différence qualitative intervient quand l'analyse porte non seulement sur l'incidence du ralentissement économique sur la situation des pauvres, mais aussi sur l'évolution de leur revenu en situation de croissance positive.

Dans la décennie 1990, la plupart des pays considérés ont enregistré une croissance par habitant des plus réduites. Pourtant, des changements, parfois non des moindres, sont survenus dans la situation de pauvreté, raison pour laquelle il semble nécessaire de prendre en compte d'autres facteurs, outre celui de la croissance économique, pour expliquer de manière satisfaisante les diverses évolutions de la pauvreté dans les différents pays latino-américains.

Les données sur la part des revenus des 10, 20, 30 et 40 pour cent des ménages aux revenus les plus faibles dans le revenu total sont reproduites dans le tableau 2. Pour environ la moitié des 15 pays étudiés, on dispose de données sur les années 80 et 90, et, pour une bonne partie de ces pays, sur l'évolution du revenu rural et urbain. Dans la suite de cet article, nous examinerons ces résultats, d'abord en analysant le contenu du tableau, puis en utilisant des instruments économétriques.

Le tableau 2 fait ressortir, d'une part, le fort contraste existant entre les deux décennies et, d'autre part, les profondes différences entre milieu urbain et milieu rural. En effet, dans tous les pays où existent des données sur l'évolution de la répartition du revenu urbain dans les années 80 (de 1980 à 1990), à la seule exception de l'Uruguay et d'Asunción au Paraguay, les ménages de l'ensemble des déciles étudiés, qui –comme nous l'avons précisé– représentent le gros de la population pauvre, ont vu leur part dans le revenu total des ménages diminuer, et ce souvent de manière significative. Dans de nombreux cas, ce recul jusqu'au deuxième décile, voire jusqu'au troisième, atteint ou dépasse 1 pour cent du revenu total, et dans certains cas particuliers, la perte de revenu jusqu'au troisième ou quatrième décile approche ou dépasse les 3 pour cent. Pire encore, dans ces pays, cette tendance affecte non seulement les catégories de ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté, mais également tous les ménages sans exception représentant les 10, 20, 30 et 40 pour cent des ménages aux revenus les plus faibles.

Il faut rappeler que l'Amérique latine se caractérise par sa mauvaise répartition du revenu, ce qui signifie que ce que perçoivent ces catégories de ménages aux revenus les plus faibles est extrêmement peu. Ainsi, en secteur urbain, le décile des revenus les plus faibles reçoit de 1 à 2,5 pour cent du total des revenus, et ce dans la grande majorité des pays. Les 40 pour cent des ménages les plus pauvres reçoivent entre 10 et 20 pour cent du même total. Ceci pour situer dans son contexte ce que signifie perdre, par exemple, 3 pour cent de son revenu dans une période de récession, comme cela fut le cas dans certains pays pour les 30 et 40 pour cent des ménages aux revenus les plus faibles. Il n'y a pas pour autant matière à pavoiser quand les pauvres parviennent à maintenir inchangée leur part dans le total du revenu des ménages.

En milieu urbain, on assiste dans les années 90 à une récupération partielle des pertes de la décennie précédente au Brésil, au Guatemala, au Mexique et au Panama, tandis qu'en Équateur et au Venezuela, la

situation continuait de se détériorer. En Argentine, il y eut stagnation ou des pertes légères pour les ménages jusqu'au 20 pour cent les plus pauvres, mais récupération partielle si l'on considère les 30 et 40 pour cent du même ensemble. Au Costa Rica, la situation de la plupart de ménages de la tranche des 40 pour cent les plus pauvres s'est dégradée. En résumé, on constate que, dans ces pays, il y eut une asymétrie marquée entre les pertes des années 80 et la récupération –quand elle a eu lieu– des années 90. Ceci démontrerait que, dans de nombreux cas, à la fin des années 90, les revenus des pauvres en proportion du total du revenu, étaient encore plus bas qu'au début des années 80.

Pour le Chili, les données disponibles ne portent que sur la décennie 1980 caractérisée par la stagnation de cette part des revenus dans un contexte de croissance accélérée du PIB par tête, d'où une élasticité très proche de 1.

En abordant le milieu rural, il importe de rappeler que l'évolution de son revenu est moins inféodée à la croissance globale de l'économie que celui du milieu urbain, et également que les mouvements migratoires internes et internationaux peuvent y jouer un rôle différent. Afin d'éviter d'éventuelles distorsions, les pourcentages de part de revenus ont été calculés par rapport au revenu total des ménages du secteur rural.

Des quelques pays disposant de données sur le milieu rural dans les années 80, sa part de revenus a baissé au Brésil, au Mexique, au Panama et au Venezuela et a stagné au Costa Rica. Et ceci, en dépit du fait que le revenu par habitant du total des ménages ruraux n'a pas baissé au Panama et est resté fixe au Brésil. Si l'on étend l'analyse au-delà des ménages dont le revenu par habitant est proche du seuil de pauvreté, on constate que la chute a touché tous les déciles dans les quatre premiers pays cités, sauf au Brésil où la part de revenus du premier décile est restée stationnaire. Au Costa Rica, où les ménages à faibles revenus du troisième décile ont maintenu leur part de revenus, une chute s'est produite pour ceux du deuxième décile et une augmentation pour le quatrième.

Les chiffres de la répartition du revenu rural dans les années 90 révèlent que sa part a continué à suivre une courbe descendante pour tous les déciles au Brésil, et pour la majorité d'entre eux, au Costa Rica, cette part s'est redressée pour les trois premiers déciles au Mexique et pour tous les déciles au Panama, tous ces cas de figure se présentant sur fond de croissance du revenu moyen des ménages ruraux. Dans les pays pour lesquels on ne dispose de données que pour les années 90, cette part de revenus s'est améliorée notablement

TABLEAU 2

Amérique latine (15 pays): Répartition du revenu par habitant des ménages, 1980-1999^a
(Pourcentages)

Pays	Année	Part du revenu total							
		Des 10% plus pauvres		Des 20% plus pauvres		Des 30% plus pauvres		Des 40% plus pauvres	
		Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
		(Pourcentages)							
Argentine	1980	2,71	-	6,60	-	11,39	-	17,23	-
(Grand Buenos Aires)	1990	2,29	-	6,15	-	10,31	-	14,88	-
	1999	2,31	-	6,02	-	10,45	-	15,85	-
(zones urbaines)	1994	2,19	-	5,17	-	-	-	-	-
	1999	2,42	-	6,09	-	10,26	-	15,35	-
Bolivie ^b	1989	0,72	-	3,43	-	7,37	-	12,05	-
(17 centres urbains)	1992	1,52	-	4,51	-	8,53	-	13,29	-
(urbain)	1997	1,55	0,85	4,64	2,87	8,60	6,02	13,64	9,77
	1999	1,64	0,50	5,09	1,69	9,53	3,82	15,22	6,86
Brésil	1979	1,30	1,86	3,91	5,79	7,52	10,76	11,79	16,59
	1990	1,14	1,88	3,29	5,16	6,33	9,04	10,27	14,51
	1999	1,13	1,52	3,45	4,54	6,58	8,50	10,57	13,74
Chili ^c	1987	1,57	2,69	4,35	6,86	8,05	11,95	12,60	17,67
	1990	1,72	1,75	4,69	4,93	8,64	8,95	13,41	13,80
	1998	1,68	2,44	4,63	6,38	8,52	11,17	13,31	16,88
Colombie	1991	2,01	0,98	5,57	3,73	10,33	7,64	15,99	12,25
	1999	1,20	0,91	4,00	3,89	7,66	8,20	12,35	13,98
Costa Rica	1981	2,25	2,17	6,71	5,95	12,11	10,71	18,82	17,18
	1990	1,60	1,18	5,71	5,17	11,02	10,77	17,82	17,59
	1999	1,71	1,32	5,55	4,70	10,32	9,57	16,15	15,78
Équateur	1990	2,05	-	5,87	-	10,88	-	17,14	-
	1999	1,45	-	4,73	-	9,04	-	14,12	-
El Salvador	1995	2,13	1,27	6,20	4,89	11,37	10,32	17,34	16,97
	1997	2,13	2,87	6,12	7,06	11,21	12,69	17,81	19,38
Guatemala	1989	1,02	1,20	3,66	4,39	7,39	8,77	12,10	14,41
	1998	2,05	2,21	5,45	5,50	9,45	9,85	14,69	15,22
Honduras	1990	1,46	1,42	3,93	4,25	7,38	8,35	12,81	13,13
	1999	1,49	1,25	4,50	4,42	8,93	9,03	14,63	14,31
Mexique ^d	1984	3,15	2,94	7,80	7,80	13,67	13,78	20,11	20,25
	1989	2,47	2,71	6,20	7,04	10,96	12,35	16,25	18,68
	1998	2,77	3,00	6,74	7,46	11,65	12,46	17,22	17,95
Panama	1979	1,17	2,82	4,68	6,64	9,52	11,73	15,48	17,85
	1991	1,06	1,89	3,86	5,38	8,01	9,67	13,30	14,96
	1999	1,57	2,33	4,75	6,02	8,96	10,86	14,19	16,24
Paraguay (Asunción)	1986	2,39	-	6,35	-	11,25	-	17,39	-
	1990	2,59	-	7,05	-	12,48	-	18,94	-
	1999	2,92	-	7,03	-	11,93	-	18,64	-
Uruguay	1981	2,72	-	6,78	-	11,87	-	17,68	-
	1990	3,49	-	8,18	-	13,82	-	20,11	-
	1999	3,60	-	8,73	-	14,81	-	21,59	-
Venezuela	1981	2,54	3,05	6,97	7,69	13,09	13,67	20,20	20,75
	1990	2,00	2,74	5,67	7,10	10,87	13,17	16,77	19,83
	1999	1,19	-	4,42	-	8,97	-	14,55	-

Source: CEPALC, à partir de tabulations spéciales d'enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Calculé à partir de la distribution par déciles du revenu par personne des ménages.

^b L'enquête de 1989 porte sur les huit capitales de région et l'agglomération d'El Alto. Cette enquête inclut, en outre, huit villes qui représentent, ensemble, 8,2 % du total.

^c Calculs à partir des résultats des enquêtes de caractérisation socio-économique nationale (*Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional*, CASEN) de 1987, 1990, 1994, 1996 et 1998. Estimations cohérentes avec les nouveaux chiffres du compte des recettes et dépenses des ménages fournis par le ministère de la Planification et de la Coopération (MIDEPLAN).

^d Données issues des enquêtes nationales sur les revenus et les dépenses des ménages (*Encuesta Nacional de los Ingresos y Gastos de los hogares*, ENIG).

^e À partir de 1997, la conception de l'échantillonnage de l'enquête ne permet plus la ventilation des résultats entre urbain et rural. Les chiffres correspondent donc au total national.

dans tous les déciles concernant le Chili, le Guatemala et le Honduras, et dans les tranches du deuxième au quatrième décile pour ce qui est de la Colombie.

À partir de ces mêmes chiffres, une vaste étude de caractère économétrique a été réalisée, portant sur les deux décennies et sur les secteurs rural et urbain. Ainsi dispose-t-on de deux reconstitutions récurrentes. La première série reconstituée porte sur le rapport entre le montant des revenus par personne des 10, 20, 30 et 40 pour cent des ménages aux revenus les plus faibles, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, et la valeur respective du revenu par habitant du total des ménages, les deux montants exprimés dans tous les pays en termes de seuils de pauvreté respectifs de chacun des secteurs.² La seconde reconstitution concerne le taux de variation annuelle du revenu moyen par habitant des ménages situés dans les 10, 20, 30 et 40 pour cent inférieurs dans la pyramide des revenus, en fonction du taux de croissance annuel du revenu moyen par habitant du total des ménages. Les deux taux ont été déduits des observations consécutives pour chaque pays. Dans les deux cas, les séries reconstituées ont été établies pour le secteur rural et le secteur urbain.

Les cas retenus sont ceux du tableau 2, plus les années intermédiaires disponibles. Le nombre d'éléments pour le premier type de rapport est évidemment bien supérieur à celui du second.

La spécification utilisée pour le premier type de rapport fut:

$$\text{LOG ING}_i = a + b \text{LOG ING} + \varepsilon \quad [1]$$

$$\text{TING}_i = c + d \text{TING} + \varepsilon \quad [2]$$

où:

ING_i = revenu par personne des ménages i où $i = 10, 20, 30$ et 40 %.

ING = revenu par personne du total des ménages.

TING_i = taux de croissance annuel du revenu par personne i où $i = 10, 20, 30$ et 40 %.

TING = taux de croissance annuel par personne du total des ménages.

Les équations [1] et [2] sont établies séparément pour le secteur urbain et le secteur rural.

Ces rapports permettent d'analyser l'idée directrice de l'étude de Dollar et Kraay, à savoir les changements

dans la part des revenus des pauvres dans le revenu total des ménages, en regard des variations de ce dernier. Comme il est facile de le comprendre, le premier type de rapport, en amalgamant pays et périodes, rend compte des différences de revenu entre les pays ainsi que leur évolution dans le temps au sein d'un même pays, ce qui ne facilite aucunement l'interprétation des résultats.

Dans de nombreuses études et dans celles de la CEPALC en particulier, il a été démontré de manière réitérée qu'il n'existe pas de relation simple, et moins encore linéaire, entre le niveau du revenu et l'amélioration ou l'aggravation de sa répartition. Le second type de rapport (faisant intervenir les taux) est plus solide du point de vue conceptuel, attendu que tous les éléments se réfèrent aux rythmes de croissance d'un pays et sont exprimées dans une dimension homogène qui ne fait pas entrer en ligne de compte les différences de revenus entre pays.

Il convient de préciser que, contrairement à ce que firent Dollar et Kraay (2000), il n'a pas été nécessaire ici de procéder à des estimations à partir de suppositions puisque les renseignements étaient disponibles dans les banques de données de la CEPALC. Parmi les enquêtes sur les ménages disponibles, il a été possible de sélectionner pour 17 pays celles qui mesuraient le revenu dans les années 80 et 90. Le revenu a été corrigé dans tous les cas en utilisant des données complémentaires, en particulier celles extraites de la comptabilité nationale. Il fut également possible de traiter séparément les données afférentes aux secteurs rural et urbain et de référer la part de catégories de ménages aux revenus totaux des ménages urbains et ruraux correspondants, sans avoir à recourir à la comparaison avec le revenu total de l'économie.

Les équations de type 1 ont été effectuées pour les décennies 1980 et 1990, puis pour l'ensemble des deux décennies. En raison de la nature des éléments, on ne sait pas si le point correspondant à chaque élément se réfère à une période de croissance ou de décroissance. Les décennies 1980 et 1990 étant séparées, on sait que, dans la première décennie, les périodes de récession sont plus nombreuses que celles de croissance et inversement au cours de la seconde. Attendu la moindre quantité d'éléments et le fait que les taux explicitent la croissance ou la décroissance pour chaque élément, les reconstitutions pour les équations de type 2 ont été faites uniquement sur l'ensemble des deux décennies.

Les résultats des reconstitutions pour les équations de type 1 furent en général bons ou acceptables ; pour les équations de type 2, ils furent de moins bonne qualité

² Les données annuelles sont exprimées en prix courants, la part de revenus n'est donc pas mise directement en relation avec les seuils de pauvreté. Cependant, en rassemblant les données de plusieurs années, les seuils de pauvreté agissent comme déflateurs.

pour ce qui est du milieu urbain et de mauvaise qualité pour le milieu rural.

Le tableau 3 donne les valeurs du coefficient b qui représente une estimation de l'élasticité du revenu des différentes catégories de ménages à la lumière du revenu total, pour les années 80 comme pour les années 90. Ici encore, afin de permettre la comparaison de ces résultats avec ceux d'autres études qui amalgament les données de toutes les années disponibles, des estimations portant sur l'ensemble des deux décennies ont été introduites.

Toutes les estimations des coefficients b se sont révélées statistiquement significatives au niveau de 1 pour cent. Quand on examine les résultats du milieu urbain pour l'ensemble des années 80 et 90, les élasticités (qui combinent les effets entre périodes et entre pays) pour les 10, 20, 30 et 40 pour cent des ménages aux revenus les plus faibles, oscillent entre 1 et 1,10. Il faut souligner que la valeur estimée pour la tranche des 20 pour cent des revenus les plus bas (1,03) est proche de l'élasticité obtenue par Dollar et Kraay (2000).

Cependant, lorsque dans le cas latino-américain, on examine séparément les décennies 1980 et 1990, on constate que les élasticités de la période de rétraction du revenu (années 80) oscillent entre 1,20 et 1,42, ce qui autorise à conclure que la décroissance économique, dans la mesure où la reconstitution inclut aussi bien les variations entre pays que celles survenant au sein de chaque pays, a eu des effets extrêmement défavorables pour les pauvres. Pour la décennie 1990, les élasticités respectives oscillent entre 0,95 et 1,03, indiquant que la croissance économique a maintenu, en termes généraux, les parts des revenus enregistrées après le recul de la décennie 1980.

La conclusion à laquelle on arrive en traitant séparément les deux décennies est opposée à celle qui ressort de leur analyse comme un tout. En effet, de l'examen de la période embrassant les deux décennies, on pourrait déduire que la croissance est neutre pour la part des revenus des catégories pauvres. En revanche, l'examen séparé des deux décennies confirme ce que signalent les études de la CEPALC, à savoir qu'il existe une asymétrie très marquée entre périodes de récession et périodes de croissance. Au cours des premières, la distribution se détériore pour les pauvres tandis qu'au cours des secondes, elle fait preuve de rigidité.

Il faut cependant être prudent au moment de tirer des conclusions de ces élasticités, car la combinaison des périodes et des pays fait que les résultats ne sont le reflet d'aucun pays en particulier. Par ailleurs, ces résultats divergent de ceux obtenus par l'examen par pays effectué auparavant.

TABLEAU 3

Amérique latine (17 pays): Élasticités-revenu total / revenu des ménages pauvres^a
(Coefficient b)

	1980-1989		1990-1999		1980-1999	
	b	t	b	t	b	t
Milieu urbain						
INGU 10/INGU	1,42	5,03	1,03	10,00	1,10	10,02
INGU 20/INGU	1,27	6,06	0,98	11,31	1,03	12,75
INGU 30/INGU	1,26	7,20	0,96	13,93	1,01	15,37
INGU 40/INGU						
Milieu rural						
INGR 10/INGR	1,21	7,64	0,95	15,31	1,00	16,86
INGR 20/INGR	1,36	5,65	1,31	7,49	1,34	8,45
INGR 30/INGR	1,21	8,59	1,28	9,38	1,28	10,61
INGR 40/INGR	1,07	6,70	1,18	9,74	1,19	11,30
INGR 40/INGR	1,15	9,67	1,17	11,46	1,17	13,16

^a INGU: revenu urbain. INGR: revenu rural.

Le second type de rapport – dans lequel n n'intervient pas la variable des différents niveaux de revenu des pays – semble plus fiable. La lecture des résultats pose cependant des problèmes d'ordre économétrique puisque seul le coefficient d (angulaire) est statistiquement significatif. Ce coefficient angulaire met en évidence que le rapport entre les taux de croissance pour le milieu urbain est toujours inférieur à 1. Comme on peut le constater en observant le tableau 4, les valeurs de d des différentes catégories de ménages oscillent entre 0,76 et 0,86. En d'autres termes, le taux de croissance du revenu des ménages aux revenus les faibles est, dans tous les cas, pour l'ensemble des deux décennies, entre 15 et 25 pour cent inférieur à celui du revenu total des ménages urbains.

TABLEAU 4

Amérique latine (17 pays): Taux de croissance du revenu des ménages pauvres urbains par rapport au taux de croissance du revenu total, 1980-1999
(Coefficient d)

TINGU10/TINGU	0,805
TINGU20/TINGU	0,763
TINGU30/TINGU	0,855
TINGU40/TINGU	0,830

Ce résultat est à l'opposé de ce que soutiennent Dollar et Kraay (2000) et confirme, qu'en milieu urbain, la croissance du revenu par habitant des déciles des revenus les plus faibles fut bien inférieur à celle du revenu par habitant du total des ménages. Ce résultat ne devrait pas surprendre les analystes qui se sont penchés sur le thème de la répartition du revenu latino-américain dans les années 80 et 90.

TABLEAU 5

Amérique latine (sept pays): Revenu par personne des ménages, 1980-1999
(Taux de croissance en pourcentages)

		Total	10% les plus pauvres	20% les plus pauvres	30% les plus pauvres	40% les plus pauvres
Argentine	1980-1999	0,02	-2,04	-1,83	-1,65	-1,50
Brésil	1979-1999	1,27	0,34	0,34	0,45	0,48
Costa Rica	1981-1999	0,88	-0,20	0,10	0,03	0,05
Mexique	1984-1998	1,04	0,06	-0,17	-0,26	-0,35
Panama	1979-1999	1,87	2,97	2,15	1,84	1,69
Uruguay	1981-1999	0,78	1,29	1,64	1,22	1,19
Venezuela	1981-1999	-2,54	-6,21	-4,88	-4,41	-4,13

Pour les pays disposant de données sur les décennies 1980 et 1990 (Argentine, Brésil, Costa Rica, Mexique, Panama, Uruguay et Venezuela), ont été calculés les taux annuels de croissance par habitant de la totalité des ménages et de ceux représentant les 10, 20, 30 et 40 pour cent les plus pauvres (tableau 5).

Les résultats montrent qu'en Argentine, alors que le revenu total stagnait, les revenus des différentes catégories de déciles oscillaient entre -1,5 et -2 pour cent. Au Venezuela, où se produisirent des chutes du revenu total de -2,5 pour cent annuel, celui des

catégories considérées s'effondrait (-4 à -6 pour cent). Dans le cas du Brésil, du Costa Rica, du Mexique, du Panama et de l'Uruguay, avec des croissances du revenu total allant de 0,8 pour cent annuel en Uruguay à 1,9 au Panama, on constate que la croissance du revenu de toutes les catégories les plus pauvres est toujours inférieure, sauf en Uruguay et pour les tranches des 10 et 20 pour cent des faibles revenus du Panama. La preuve par le long terme (jamais moins de 14 années pour les cas examinés) confirme parfaitement les résultats de la régression

IV

Interprétation des résultats économétriques

L'analyse présentée dans les pages qui précèdent ouvre la voie à une réflexion sur le recours à l'économétrie pour l'examen d'un tel thème. L'étude de Dollar et Kraay soumet à vérification de manière réitérée l'hypothèse selon laquelle il est impossible de rejeter la valeur 1 pour l'élasticité-revenu de ce que perçoivent les déciles les plus pauvres et pour le coefficient qui représente le rapport entre le taux de croissance du revenu des déciles les plus pauvres et le revenu total. Ceci revient à affirmer qu'à partir des données contenues dans l'échantillon de travail, il n'est pas possible de rejeter de manière catégorique le fait que la valeur 1 est l'une des valeurs concevables dans le cas de la population cible.

On peut donc s'interroger sur la nécessité qu'aurait un analyste latino-américain travaillant avec les données ayant servi de fondement à cette

reconstitution (où le sens de population totale par rapport à l'échantillon n'est pas des plus limpides) de vérifier l'hypothèse 1. En effet, à la lumière des données disponibles, il est indéniable que, dans la plupart des pays latino-américains, au cours des années 80, mais également sur l'ensemble des deux décennies 1980 et 1990, la situation des pauvres en termes de revenu a été pire que celle du total des ménages. On pourrait rétorquer que, dans certains cas, la récupération des années 90 s'est inscrite dans une évolution marquée par la rigidité dans la répartition du revenu, ce qui apporterait de l'eau au moulin de l'hypothèse du coefficient 1. Cependant, pour plusieurs pays qui traversèrent une crise pendant les années 90, le bien-fondé de cette hypothèse est à nouveau contestable. En outre, rien n'indique qu'elle offre une quelconque interprétation solide, applicable à l'ensemble des deux décennies.

En faisant l'évaluation empirique de l'hypothèse d'une valeur déterminée du coefficient d , les résultats obtenus à partir des données disponibles tendraient à faire admettre –avec un coefficient de confiance de 95 pour cent– comme valeurs acceptables (non rejetables), en d'autres termes comme valeur «certaine» probable du paramètre population, celles comprises dans les intervalles suivants pour les quatre équations urbaines étudiées:

Équation 10% les plus pauvres	0,40 à 1,22
Équation 20% les plus pauvres	0,51 à 1,01
Équation 30% les plus pauvres	0,64 à 1,08
Équation 40% les plus pauvres	0,63 à 1,03

Par conséquent, un analyste qui, utilisant ainsi l'économétrie, voudrait prouver que 0,75 est une valeur possible du paramètre population respectif, pourrait en accepter l'hypothèse au même titre que celle de la valeur 1.

V

Conclusions

Le PIB par habitant a baissé en Amérique latine au cours de la décennie 1980, puis a remonté lentement dans la décennie 1990. La question qui s'impose est de savoir si, au cours des années 80, cette récession a touché davantage, de la même manière ou moins le revenu des pauvres que celui des autres couches de la population. Davantage est le constat observé dans la plupart des pays. Dans les années 90, la légère reprise de la croissance n'a permis aux pauvres que de récupérer une partie de leurs pertes et le pays affichant la meilleure croissance a fait preuve de rigidité dans la répartition, d'où la part de revenus inchangée des strates les plus pauvres. L'asymétrie propre à l'Amérique latine entre crises et embellies est à nouveau mise en évidence, avec concentration des revenus au cours de la première décennie et rigidité pendant la seconde. De plus, on ne peut pas ignorer l'extrême faiblesse du pourcentage de revenu qui est

celui des ménages pauvres, ce qui permet de douter du fait que le seul maintien de leur part des revenus soit «bon» pour eux, sauf si la résignation est une vertu. Enfin, il est démontré que, dans les décennies 1980 et 1990, pour la majorité des pays sur lesquels l'on dispose de données, et qui rassemblent le gros de la population, les revenus des 10, 20, 30 et 40 pour cent des ménages se situant au plus bas de la pyramide des revenus en milieu urbain augmentèrent beaucoup moins que le revenu total des ménages. En ce qui concerne les pays pour lesquels des données sont disponibles soit pour la décennie 1980, soit pour la décennie 1990, une étude économétrique montre que le rapport entre taux de croissance du revenu des ménages des déciles urbains mentionnés et revenu total des ménages oscille entre 0,76 et 0,85.

(Traduit de l'espagnol)

Bibliographie

- Calcagno, A. et P. Sáinz (1992): «En busca de otra modalidad de desarrollo», *Revista de la CEPAL*, n° 48, CEPALC, Santiago du Chili, décembre
- Dollar, D. et A. Kraay (2000): *Growth is good for the poor*; Banque mondiale, Washington, D.C., mars.

[Ndlr: Le texte original de cet article est paru sous le titre «Participación de los pobres en los frutos del crecimiento» dans la *Revista de la CEPAL*, n°75, décembre 2001, pp. 161-170].